

La contribution des associations musulmanes

Le Comité national de lutte contre le Sida et le ministère de la Santé compte sur la Communauté musulmane pour appuyer la sensibilisation sur le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles (IST). Une journée d'information et de plaidoyer a été organisée dans ce sens, le 20 mars 2001, à la Caisse générale de Péréquation (CGP).

La lutte contre le VIH/SIDA requiert la mobilisation des acteurs de tous les secteurs de développement. Le Burkina Faso qui a engagé un processus de planification stratégique, avec l'appui de

large pourra être apportée au niveau national et spécialement à la communauté musulmane. Cette rencontre est le signe d'un partenariat fructueux entre l'Etat et les différentes composantes de



Le ministre de la Santé M. Pierre Emmanuel Tapsoba (au milieu) : «En ce XXIe siècle, l'épidémie du VIH/SIDA demeure une préoccupation et un défi à relever pour l'humanité».

l'ONUSIDA, entend associer la communauté à la base. C'est dans cette logique que se place cette journée de plaidoyer à l'intention des associations musulmanes. Pour le Secrétaire permanent du Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS), M. Joseph Antoine Tiendrébéogo, l'objectif principal est d'associer intimement et de responsabiliser la Communauté musulmane tout entière eu égard à sa participation effective à la lutte contre le VIH/SIDA.

M. Tiendrébéogo estime que l'implantation de l'Islam et les valeurs morales de l'éducation religieuses qu'il dispense sont des atouts pour un changement de comportement face au SIDA. Intervenant dans le même sens, le ministre de la Santé dira que «la pandémie du SIDA en Afrique et plus particulièrement au Burkina Faso remet en cause notre développement économique, nos valeurs socioculturelles, nos relations interpersonnelles, notre vie présente et nos espoirs pour le futur». Selon lui, la concertation et le dialogue sont indispensables pour une meilleure interaction entre le gouvernement et la société civile. C'est à ce prix qu'une réponse plus

la Société burkinabè. Le ministère de la Santé a été appuyé dans cette initiative par d'autres partenaires : le PNUD, l'ONUSIDA et le PPLS.

A l'issue de cette journée, les différentes associations musulmanes se retrouveront pour élaborer un plan d'actions de lutte, qui sera soumis au ministère de la Santé.

✍ Aimée Florentine KABORE